DECRETS LEGISLATIFS

Décret législatif n° 94-01 du 3 Chaâbane 1414 correspondant au 15 janvier 1994 relatif au système statistique.

Le Président du Haut Comité d'Etat,

Vu la Constitution, notamment ses articles 115-1 et 117;

Vu la déclaration du Conseil constitutionnel du 11 janvier 1992 ;

Vu la proclamation du 14 janvier 1992 instituant le Haut Comité d'Etat ;

Vu la délibération n° 92-01/HCE du 19 janvier 1992 habilitant le Président du Haut Comité d'Etat à signer tous actes réglementaires et individuels et à présider le conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 92-02/HCE du 14 avril 1992 relative aux décrets à caractère législatif ;

Vu la délibération n° 92-04 du 2 juillet 1992 relative à l'élection du Président du HCE ;

Vu l'ordonnance n° 66-154 du 8 juin 1966 modifiée et complétée portant code de procédure civile;

Vu l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée portant code civil;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 86-09 du 2 juillet 1986 sur le recensement général de la production et de l'habitat ;

Vu la loi n° 87-15 du 27 janvier 1987 relative aux associations ;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988 portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques ;

Vu la loi n° 88-02 du 12 janvier 1988, modifiée et complétée relative à la planification ;

Vu la loi n° 88-09 du 26 janvier 1988 relative aux archives nationales ;

Vu la loi n° 89-11 du 5 septembre 1989 relative aux associations à caractère politique ;

Vu la loi n° 90-07 du 3 avril 1990 modifiée, relative à l'information ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990 relative à la comptabilité publique ;

Vu la loi n° 90-30 du 1^{er} décembre 1990 portant loi domaniale ;

Après adoption par le Haut Comité d'Etat.

Promulgue le décret législatif dont la teneur suit :

CHAPITRE I

PRINCIPES

Article 1^{er}. — Le présent décret législatif définit les principes généraux de la production, l'utilisation, la diffusion et la conservation de l'information statistique.

Il fixe en outre le cadre organisationnel du système de la statistique ainsi que les droits et obligations des personnes physiques et morales dans les domaines de la production de la conservation et de la diffusion de l'information statistique.

Art. 2. — Au sens du présent décret législatif, on entend par information statistique, toute information quantitative ou qualitative permettant la connaissance des faits économiques sociaux et culturels par des procédés numériques.

Art. 3. — Toute personne physique ou morale a la faculté de produire, traiter et diffuser l'information statistique à caractère économique et social, conformément aux dispositions des lois et règlements en vigueur et aux règles de la profession.

Art. 4. — La production, le traitement, la conservation, la diffusion de l'information statistique, obéissent aux critères scientifiques et déontologiques en la matière ainsi qu'aux dispositions du présent décret législatif et des textes pris pour son application.

Art. 5. — La production, le traitement et la diffusion de l'information statistique sont régis par les règles de coordination et de normalisation formulées et adoptées par voie réglementaire après avis du conseil national de la statistique défini à l'article 12 ci-dessous.

Art. 6. — La conservation de l'information statistique obéit aux dispositions de la loi n° 88-09 du 26 janvier 1988 susvisé.